Les politiques de réduction des risques, mises en place en France entre la fin des années 80 et le milieu des années 90, ont eu un impact positif sur la réduction de la transmission du VIH parmi les usagers de drogues par injection (UDI). De récents indicateurs révèlent cependant que la situation actuelle de cette population reste critique. Les données issues du système français de surveillance du VIH mettent en évidence une incidence du VIH qui ne faiblit pas et un diagnostic tardif de l'infection. L'étude ANRS Coquelicot menée par Santé Publique France et l'Inserm a par ailleurs mis en avant la grande précarité des UDI et leurs difficultés à se procurer des seringues. Ces résultats sont présentés en poster le 25 juillet prochain à l'occasion de la 9ème Conférence scientifique sur le VIH (IAS 2017) organisée par l'International Aids Society et l'ANRS à Paris, du 23 au 26 Juillet 2017.

Mieux comprendre le risque du VIH chez les usagers de drogues

A l'occasion de la 9ème conférence scientifique sur le VIH, Marie Jauffret-Roustide (Cermes 3 de l'Inserm U988 - Santé publique France) et ses collègues de Santé Publique France rendent publiques les résultats de leurs travaux concernant les usagers de drogues. Pour cela, un poster présenté le 25 juillet 2017 à la 9ème conférence scientifique sur le VIH (IAS 2017), organisé par l'IAS et l'ANRS à Paris, du 23 au 26 Juillet 2017, croise les données issues :

- des diagnostics d'infection à VIH en 2015 et des estimations du nombre de nouvelles contaminations en 2012,
- de l'étude ANRS Coquelicot[1] 2011-2013, dont l'objectif était d'estimer la proportion d'usagers de drogues infectés par le VIH et de comprendre les déterminants de l'exposition aux risques infectieux. Cette étude a concerné 1 718 usagers de drogue par injection (UDI) et a été réalisée dans 122 structures réparties entre Bordeaux, Lille, Marseille, Paris, la Seine-Saint-Denis et Strasbourg.

Une prévalence du VIH qui reste élevée et une incidence qui ne faiblit pas

- la prévalence du VIH est de 13 % parmi les usagers de drogues ayant injecté au moins une fois au cours de leur vie. Marseille et la Seine-Saint-Denis présentent les prévalences les plus élevées (20 % et 21 %), principalement en raison de la présence d'usagers plus âgés

- L'incidence du VIH chez les UDI ne diminue pas depuis 2004. Elle était de 86 nouveaux cas pour 100 000 personnes en 2012 (*versus* 5 nouveaux cas pour 100 000 chez les hétérosexuels)

Des comportements qui favorisent le risque de transmission du VIH

- 26 % des UDI ont déclaré avoir partagé leur seringue au moins une fois au cours du mois précédent, alors qu'ils n'étaient que 13 % en 2004
- 30 % des usagers de drogue ont fait part de leurs difficultés pour obtenir des seringues, même dans les grandes villes comme Paris

Des diagnostics tardifs

- Les UDI sont souvent diagnostiqués à un stade avancé de l'infection (pour 38 % d'entre eux en 2015), ce qui retarde leur accès aux traitements antirétroviraux permettant de contrôler l'infection et de limiter le risque de transmission.

«L'Ile de France fait partie des régions où les usagers sont particulièrement précaires et rencontrent le plus de difficultés pour se procurer des seringues ils sont donc plus particulièrement exposés au risque de transmission du VIH . Les conditions favorisant l'exposition à de nombreuses maladies infectieuses, dont le VIH, sont réunies. La France doit rester particulièrement vigilante à cette épidémie de VIH touchant les usagers de drogues, notamment avec la mise en place de politiques de réduction des risques se focalisant plus sur les facteurs sociaux et politiques liés à l'infection»,
explique Marie Jauffret-Roustide
.
Dans ce contexte, le renforcement des politiques de réduction des risques, facilitant l'accès aux seringues et la mise en place des salles de consommation à moindre risque, combinées à des mesures permettant l'accès aux soins et au sevrage, ainsi que l'amélioration de la situation sociale pour les usagers de drogues sont indispensables afin d'agir efficacement sur la diminution de l'exposition au risque VIH dans cette population.

[1] L'étude ANRS Coquelicot a été menée par le centre de laboratoire de recherche Cermes3 de l'Inserm et Santé Publique France avec la collaboration du Centre National de Référence du VIH et du Centre National de Référence des Hépatites B et C, et le soutien financier de l'ANRS et de la DGS. La première édition a eu lieu en 2004 puis a été renouvelée en 2011-2013

Source :

Critical situation concerning HIV exposure among People Who Inject Drugs in France: results from ANRS-Coquelicot surveys and HIV monitoring system.

Marie Jauffret-Roustide[1,2], Josiane Pillonel[1,2], Florence Lot[2], Francis Barin[3], Françoise Cazein[2]

[1] Cermes3 (Inserm U988/UMR CNRS 8211/EHESS/Université Paris Descartes). [2] Santé Publique France,
[3]
Centre National de Référence du VIH.